

## TERREUR DES MILICES, EXACTIONS DE L'ARMÉE

**Hantise du génocide au Burundi**

**ALORS QUE SE MULTIPLIENT LES TÉMOIGNAGES SUR LES EXÉCUTIONS MASSIVES PERPÉTRÉES AU RWANDA SOUS L'AUTORITÉ DU NOUVEAU RÉGIME DE KIGALI, LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES A RENONCÉ, FIN FÉVRIER, À CRÉER UNE FORCE MULTINATIONALE D'INTERVENTION POUR LE BURUNDI, SUGGESTION JUGÉE "PRÉMATURÉE". AU MOMENT OÙ L'ARMÉE DE CE PAYS SEMBLE DÉCIDÉE À S'EN PRENDRE AUX EXTRÉMISTES DE TOUS BORDS ET OÙ LE GOUVERNEMENT CHERCHE À RENFORCER LA PACIFICATION, L'ENVOI DE CONTINGENTS ÉTRANGERS RISQUERAIT SURTOUT D'ATTISER LES HAINES.**

PAR COLETTE BRAECKMAN \*

*"L'année va être extrêmement difficile, car la guerre va s'intensifier. Il y aura beaucoup de souffrances et il faudra beaucoup de sacrifices. Il faut que chacun se prépare à l'effort commun de guerre, c'est le prix à payer pour recouvrer la paix et la liberté."* Le sang et les larmes promis par M. Antoine Nduwayo, le premier ministre du Burundi, dans son message de Nouvel An, ses compatriotes en sont saturés.

Depuis l'assassinat, le 21 octobre 1993, du président Melchior Ndadaye, arrivé au pouvoir grâce à des élections démocratiques, et depuis les massacres qui avaient suivi, faisant de 50 000 à 100 000 morts, essentiellement parmi les membres de l'ethnie tutsie, le Burundi n'en finit plus de descendre vers l'enfer : chaque communauté - les Hutus qui forment 85 % de la population, les Tutsis qui sont 15 % - vit dans la hantise du génocide (1).

*"Les malades mentaux se multiplient, explique un psychiatre, le docteur Bagangira, et tous, ils hallucinent sur le thème de l'Autre : les Tutsis délirent en affirmant que les Hutus vont venir en bandes pour les exterminer de la même manière qu'au Rwanda, et les Hutus rêvent de militaires déterminés à les massacrer. La crise de la société est aussi identitaire, les repères de la nation burundaise n'existent plus. Pour chaque citoyen, l'autre ethnie est avant tout la cause du massacre de membres de sa propre famille, il y a dans ce pays un lourd contentieux de sang accumulé. Les enfants tutsis rêvent de devenir militaires, pour pouvoir se défendre, les enfants hutus rêvent de rejoindre la guérilla..."*

La balkanisation du pays s'inscrit dans le paysage : à Bujumbura, la plupart des quartiers ont été "ethniquement purifiés". Partout, des maisons vides dont les tuiles ont été arrachées, des façades labourées par les balles, attestent de l'ardeur avec laquelle on a chassé les indésirables : la plupart des Hutus, mais aussi des Zaïrois, confondus avec les premiers, ont été obligés de quitter la capitale. Les Hutus ne sont pas revenus à Kamenge, leur dernier bastion d'où ils défiaient l'armée, et ils se sont réfugiés sur la frontière zaïroise, à Gatumba, ou sur les hauteurs, influencés par les rebelles encerclant la capitale. Les Zaïrois, eux, sont revenus à Buyenzi, l'un des derniers quartiers mixtes, et se sont repliés sur le commerce informel.

Dans les campagnes, la circulation est de plus en plus dangereuse : à Bugarama, dernier virage avant de descendre vers la capitale et les rives du lac Tanganyika, où naguère les citadins s'arrêtaient pour faire provision de légumes sur le petit marché, des assaillants attaquent les véhicules, déshabillent leurs occupants, les mutilent parfois. Dans les provinces de Bubanza et de Cibitoke, qui jouxtent la frontière zaïroise par où s'infiltrèrent les combattants hutus, les organisations humanitaires ont mis fin à leurs opérations, leurs envoyés craignant de sauter sur des mines ou d'être

agressés.

Dans ce pays éclaté, les réfugiés de l'intérieur sont nombreux, et désespérés : les Tutsis ont gagné les agglomérations pour se placer sous la protection de l'armée ; les paysans hutus, volontairement ou sous la contrainte, ont suivi la guérilla vers les montagnes ou vers la forêt de la Kibira par où passent les maquisards.

La tragédie d'octobre 1993 - l'assassinat du président déclenchant le massacre de Tutsis et de Hutus membres de l'ancien parti unique Uprona (Unité pour le progrès national) - ressemblait à une répétition générale du génocide rwandais qui se produisit six mois plus tard (2). Elle a déchaîné deux radicalismes qui, à terme, menacent l'existence du pays. Dès le lendemain du putsch, en effet, celui qui était alors le ministre de la fonction publique, M. Léonard Nyangoma, optait pour la création d'une "armée hutue", les Forces de défense de la démocratie (FDD). Cette guérilla devait, en 1994, lancer ses premières offensives contre l'armée, depuis la frontière zaïroise.

Les FDD ont depuis reçu le concours, au moins sur le terrain, d'autres mouvements hutus qui n'avaient pas été intégrés au processus démocratique, le Front de libération nationale (Frolina) et le Parti pour la libération du peuple hutu (Palipehutu), actifs de longue date dans les communautés de réfugiés vivant dans les pays voisins, le Rwanda et la Tanzanie, ainsi qu'en Europe. Les FDD ont également été rejoints par des *interhahamwes* rwandais, miliciens qui commirent le génocide de 1994. Ces mouvements ont en commun une sorte d'"intégrisme hutu", de lutte pour la suprématie d'une majorité ethniquement définie, qui ne le cède en rien à l'idéologie qui inspira le génocide rwandais.

### **L'implosion n'est pas fatale**

EN fait de guérilla, les opérations menées au Burundi ressortent avant tout de la guerre psychologique : les "assaillants" tendent des embuscades à l'armée, leur principal adversaire, mais terrorisent également les civils par la pose de mines, par des assassinats, des mutilations particulièrement cruelles. En outre, ces forces ont mis en place depuis le Zaïre une radio, Démocratie, associée à une autre radio extrémiste, Rutomorangingo, qui diffuse des messages comparables à ceux de la Radio des Mille Collines, qui fit tant pour la préparation psychologique du génocide rwandais.

L'ennemi principal de ces maquisards hutus est l'armée burundaise, qualifiée de "*putschiste*" et qui, effectivement, n'a toujours pas fait la lumière sur ses responsabilités dans l'assassinat du président Ndadaye. L'armée est également qualifiée de "monoethnique" parce que, si les soldats hutus forment environ un tiers des effectifs de la troupe, parmi les officiers on ne retrouve que des membres de l'ethnie tutsie. Les lenteurs de la voie hiérarchique ne sont que des prétextes invoqués par un état-major tutsi qui n'entend guère renoncer à sa mainmise sur l'armée, et seule une unité récemment constituée, affectée à la sécurité des personnalités politiques, comprend une majorité de Hutus. Non seulement l'armée répugne à promouvoir des officiers hutus, mais surtout elle est farouchement opposée à l'intégration dans ses rangs de combattants et de responsables de la guérilla, arguant qu'il ne s'agit là que de "*terroristes*".

Cette intransigeance s'explique par le fait que les Tutsis, hantés par le souvenir des massacres d'octobre 1993 et par le génocide rwandais, s'appuient sur cette armée dite nationale, qu'ils considèrent comme le dernier rempart les protégeant de l'extermination. Ils ferment volontiers les yeux sur les méthodes très particulières de troupes qui, lorsqu'elles subissent les assauts de la guérilla, se vengent sur les populations civiles, rasant les maisons et ne font guère de prisonniers. Les déclarations du ministre de la défense assurant que des soldats et des officiers ont été emprisonnés ou sanctionnés pour exactions ou assassinats ne convainquent guère l'opinion.

En outre, issus des camps de déplacés intérieurs, qui abritent des Tutsis rescapés des

tueries de 1993 venus se mettre sous la protection de l'armée, des jeunes gens, mus par la haine, ou manipulés tant par des petits partis extrémistes que par des affairistes ou des trafiquants, ont formé des milices qui se sont chargées de l'épuration ethnique de Bujumbura. Les membres de ces milices, appelées les Sans Echech ou les Sans Défaite, vivent de délinquance ordinaire (vols de voitures, pillages, trafics de drogue), mais ils sont également le fer de lance des opérations "ville morte" destinées à faire pression sur le gouvernement : tout travailleur défiant le mot d'ordre de grève, tout paysan hutu osant descendre vers les marchés de la capitale, est menacé de mort et risque d'être exécuté à coups de pierres.

Terreur dans les villes où les milices tutsies n'hésitent pas à s'en prendre aux organisations humanitaires, terreur dans les campagnes où la guérilla hutue opère jusqu'aux portes de Bujumbura et a réussi, en janvier dernier, à priver la capitale d'eau et d'électricité : le Burundi paraissait, jusqu'à ces dernières semaines, engagé sur la pente non pas d'un nouveau génocide sur le modèle rwandais, mais d'une guerre civile interethnique, perspective tout aussi meurtrière d'ailleurs.

Cette implosion du pays, tant de fois annoncée à l'étranger, n'est cependant pas encore une fatalité, car le gouvernement de coalition, issu de la "convention nationale" conclue en septembre 1994, n'a pas renoncé au projet de pacification.

Le compromis, laborieusement négocié par tous les partis en présence, tient compte des réalités : de la majorité absolue dont dispose le Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu) à l'Assemblée nationale, mais aussi, sinon surtout, des craintes de la minorité tutsie qui accuse le parti vainqueur des élections de n'avoir pu empêcher le début de génocide de 1993 et reproche à bon nombre de ses cadres locaux d'avoir organisé des tueries au titre de représailles après la mort du président.

Ce pacte, qui prévoit une sorte de cogestion du pays entre Hutus et Tutsis, n'a pas été signé sans arrière-pensées, et le Frodebu estime que, sous la pression de l'armée, on lui a volé sa victoire. Il n'empêche que, désavouant officiellement leurs extrémistes respectifs, les ministres, qui appartiennent tant au parti majoritaire Frodebu qu'au parti Uprona qui avait perdu les élections, se sont rendus en janvier 1996 dans toutes les régions du pays, essayant de rassurer une population épuisée. Bien souvent, leurs interlocuteurs leur ont dit que ces affrontements ethniques étaient surtout l'affaire des politiciens de la capitale se disputant le pouvoir et que la base aspirait à la paix entre Hutus et Tutsis.

Pour l'heure, un vaste débat national est prévu, qui traitera de la démocratie, des institutions, de l'avenir du pays. Bien des Burundais se demandent en effet si les élections de 1993 n'ont pas été précipitées, en partie sous la pression des bailleurs de fonds, qui ne juraient plus que par le multipartisme, alors que le Frodebu manquait de cadres capables de prendre la relève et que la minorité tutsie était loin d'être rassurée sur son avenir. Le document préparatoire au débat national assure déjà que *"la crise burundaise est un conflit conduit par l'élite, par un petit groupe de privilégiés au sein duquel une lutte acharnée se développe pour s'accaparer du pouvoir en excluant les autres"*.

### **Trois "sages" pour le dialogue**

AUTRE fait marquant : l'armée, pour la première fois depuis longtemps, semble décidée à vouloir "jouer au centre". C'est ainsi que, si elle a infligé des coups durs à la guérilla hutue, démantelant des abris et des caches d'armes dans la forêt de la Kibira voisine du Zaïre, elle s'en est également prise aux extrémistes tutsis qui voulaient une fois de plus paralyser la capitale en exigeant la démission du président, M. Sylvestre Ntibantunganya.

Les Tutsis accusent ce dernier de double jeu. Ils assurent que, s'il défend le système de gouvernement mis en place et s'il a accepté de se trouver sous la quasi-tutelle d'un Conseil national de sécurité, il encourage aussi en sous-main la guérilla hutue, dont les dirigeants sont ses anciens compagnons de lutte politique, avec lesquels il aurait

gardé le contact et qu'il financerait avec les fonds de l'Etat ! Les Hutus, pour leur part, considèrent que l'éviction d'un président qu'ils qualifient volontiers d'otage des Tutsis représenterait la dernière étape du "coup d'Etat rampant" en cours depuis octobre 1993 et qui consiste à arracher à la majorité hutue le bénéfice de sa victoire électorale.

Mais l'armée refuse désormais de faire le jeu des ultras : elle a fait emprisonner les dirigeants des partis extrémistes tutsis ainsi que des journalistes dont les textes incendiaires attisaient la haine. *"Nous ne céderons pas à la loi de la rue"*, a déclaré le premier ministre, M. Nduwayo, qui entend mater tous les extrêmes. Dans les provinces les plus troublées - Kayanza, Ngozi, Gitega -, des gouverneurs militaires ont été nommés afin de faire régner un ordre musclé, de mettre fin aux assassinats de personnalités politiques et aux massacres interethniques.

Ces efforts laissent le Frodebu sceptique : les dirigeants du parti estiment que la nomination de gouverneurs militaires, venant après les assassinats de gouverneurs civils issus de ses rangs, ne signifie rien d'autre que la mainmise croissante de l'armée sur les affaires publiques. Le parti majoritaire dénonce également les arrestations de chefs de zone, d'administrateurs communaux et même de parlementaires, assurant que la plupart de ses cadres sur le terrain sont en danger. Cette crainte est telle que, chaque soir, des parlementaires du Frodebu préfèrent aller passer la nuit de l'autre côté de la frontière zaïroise !

De nombreux responsables locaux du parti Frodebu sont accusés d'avoir encadré la population lors des massacres d'octobre 1993 et l'ethnie minoritaire souhaite qu'ils répondent de leurs actes devant les tribunaux. Mais, pour les Hutus, selon lesquels l'appareil judiciaire est aux mains des Tutsis, ces arrestations visent à les priver du pouvoir à la base.

Il n'est pas sûr que le Burundi réussisse à éviter la tentation du pire et à en finir avec cette crise, la plus grave de son histoire. En effet, le double langage est constant : si les membres du gouvernement sont tous engagés dans une entreprise commune de pacification, en privé, chacun, Hutu comme Tutsi, soupçonne l'autre des pires machinations et, surtout, est persuadé que son groupe sera la prochaine victime d'un génocide annoncé de manière parfois obsédante et ambiguë à l'étranger. Obsédante : la presse comme les organisations internationales ne cessent de se pencher au chevet du Burundi, où se succèdent les missions préventives. Ambiguë, car nul ne sait quelles seraient les victimes d'un éventuel "génocide à la rwandaise", les Tutsis, comme dans le pays voisin, ou les Hutus, visés par l'élimination de leurs élites...

L'idée d'une intervention étrangère, lancée par le secrétaire général des Nations unies, qui propose, à titre préventif, de cantonner des troupes internationales au Zaïre, suscite à Bujumbura des débats contradictoires et, une fois encore, des doubles messages.

Le texte de la convention de gouvernement écarte explicitement toute idée d'intervention étrangère et, officiellement, tant le président de la République que le premier ministre y sont hostiles. Du côté de l'armée, l'opposition est radicale : les militaires affirment qu'ils sont prêts à se battre contre les troupes de l'ONU si elles venaient à prendre pied au Burundi, et les civils tutsis, persuadés que ces "casques bleus" assisteraient impuissants sinon complices à l'extermination de leur communauté, déclarent eux aussi que, s'il le faut, ils se battraient le dos au mur !

Du côté des Hutus, le discours est différent : négligeant la prise de position officielle du gouvernement, tous les ministres et les militants du Frodebu assurent qu'ils appellent de leurs vœux une telle intervention. Comparant la situation de leur pays à celle d'Haïti, ils sont persuadés que seules des troupes étrangères pourraient contraindre l'armée à se réformer et à laisser leur parti exercer la totalité d'un pouvoir conquis par les urnes.

Si la pression en faveur d'une intervention de l'ONU s'accroît, c'est peut-être aussi parce que l'armée a infligé des coups sérieux à la guérilla, et que la population, lassée

du double langage des hommes politiques, et terrorisée, commence à perdre confiance dans les dirigeants qu'elle a portés au pouvoir.

De toute manière, une intervention onusienne opérant depuis le Zaïre serait une opération à hauts risques et n'atteindrait peut-être pas les résultats escomptés. Au Burundi même, elle risquerait de faire basculer l'équilibre fragile qui est malgré tout recherché, y pulvériserait les forces du centre qui maintiennent le dialogue et ferait sauter les derniers garde-fous, ce qui pourrait entraîner une situation à la somalienne. En outre, elle renforcerait, une fois encore, le régime du président Mobutu Sese Seko, comme le fit l'opération "Turquoise" lancée par la France en direction du Rwanda durant l'été 1994. La présence de troupes étrangères au Kivu, là même où sont repliés les maquisards hutus, serait perçue à Bujumbura comme un renfort apporté à la guérilla.

A l'inverse de cette solution proposée par M. Boutros Boutros-Ghali et soutenue par la France - qui, à la suite de ses revers au Rwanda, n'a peut-être pas renoncé à prendre pied dans la région des Grands Lacs (3) -, d'autres préconisent une médiation régionale. C'est ainsi que le Centre Carter encourage la démarche de trois "sages" africains, l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu et l'ancien président malien Tumani Touré, qui, inlassablement, rencontrent tous les protagonistes, enregistrent les plaintes et les craintes des uns et des autres et essaient de rétablir le dialogue, avec la bénédiction de l'Organisation de l'unité africaine.

Si la communauté internationale s'emploie à prévenir le pire, par l'action diplomatique ou les menaces d'intervention, "la carotte et le bâton" dont parle M. Boutros-Ghali, elle dispose d'autres moyens pour apaiser les tensions, le moindre n'étant pas de mettre fin à l'impunité qui a jusqu'à présent protégé tous les criminels de la région. Si les auteurs du génocide rwandais, qui coulent des jours tranquilles au Zaïre et dans d'autres pays d'Afrique, étaient mis à la disposition du Tribunal international, si l'enquête en cours sur les véritables responsables du putsch et des massacres de 1993 au Burundi aboutissait à des conclusions sérieuses et à des sanctions, cette victoire du droit et de la justice contribuerait à désarmer les extrémistes qui mettent à feu et à sang la région des Grands Lacs. On en est loin...

**COLETTE BRAECKMAN**

\* Journaliste, Le Soir, Bruxelles.

(1) Lire Colette Braeckman, "L'interminable descente aux enfers du Burundi", *Le Monde diplomatique*, juillet 1995.

(2) Lire Colette Braeckman, "Autopsie d'un génocide planifié", *Le Monde diplomatique*, mars 1995.

(3) Lire Xavier Verschave, "Connivences françaises au Rwanda", *Le Monde diplomatique*, mars 1995.

Mots-clés

- **Afrique des Grands Lacs**
- **Burundi**

- **Rwanda**
- **Armée**
- **Génocide**